

Financement des programmes établis

Il y a quelques semaines, les représentants du corps étudiant de l'université, Beth Olley et Al Shyph, sont venus m'entretenir des difficultés que les jeunes éprouvent à payer leurs frais de scolarité et à trouver un emploi pendant les vacances pour aider à financer leurs études. A l'heure actuelle, je dirais même qu'il leur est également très difficile d'obtenir des subventions et des bourses, afin de poursuivre leurs études. Or, ces jeunes sont probablement la ressource la plus précieuse de notre pays et ils se trouvent placés dans une situation sans issue. Ils veulent poursuivre leurs études, mais ils ne peuvent trouver les fonds nécessaires.

Cette année, l'Université de Saskatchewan réclame au minimum une augmentation de 10 p. 100 de ses crédits. En effet, le nombre des inscriptions a beaucoup augmenté. Je me suis rendu dernièrement à l'université et j'ai pu constater que le nombre d'étudiants était impressionnant; je tiens à féliciter la faculté d'être en mesure faire face à une augmentation de 8.3 p. 100 du nombre d'étudiants.

Étant donné les réductions proposées l'université va avoir du mal à joindre les deux bouts. Des membres du personnel et des étudiants m'ont dit que l'université ne peut pas recevoir d'autres étudiants et qu'en outre, le matériel, les machines, les outils et l'équipement scientifique sont désuets et commencent à se détériorer. Les bibliothèques sont également soumises à rude épreuve, étant donné l'augmentation du nombre d'étudiants. Les installations universitaires ne sont pas prévues pour autant de monde.

L'Université de la Saskatchewan est ouverte sur la communauté mondiale. Au cours des années, elle a offert des programmes à des étudiants étrangers et a envoyé certains de ses enseignants dans d'autres pays. Dernièrement, l'un d'entre eux, M. John Owens, m'a dit avoir essayé à maintes reprises de créer un bureau de développement international à l'université, mais que les crédits manquent. Je me rends compte que cela n'est pas directement en rapport avec les dispositions du projet de loi à l'étude, mais le ministère des Affaires extérieures, l'ACDI, le CRDI ou tout autre organisme devrait, à mon avis, examiner la question. Il pourrait examiner les projets offerts à l'Université de la Saskatchewan par d'autres pays, porter un jugement et recommander au président de l'université les programmes de développement à entreprendre.

Hier, j'ai parlé au téléphone avec le président de l'université, M. Leo Kristjanson, éducateur canadien très renommé. Il porte un vif intérêt au débat qui se déroule actuellement à la Chambre, tout comme, j'en suis sûr, les présidents, les contrôleurs et le personnel de toutes les universités du pays. Selon M. Kristjanson, la participation fédérale est très importante si nous voulons assurer dans le pays au moins un semblant de justice et d'égalité pour tous les Canadiens. Je puis le comprendre. Il importe que les personnes qui vivent dans un endroit reculé du fait de leurs origines puissent avoir accès à l'université ou à une école d'enseignement supérieur.

Selon M. Kristjanson, dans la situation actuelle, le gouvernement fédéral doit financer suffisamment les universités pour permettre à tous les étudiants d'y être admis, même s'ils n'ont pas personnellement les fonds nécessaires. Ce qu'il veut dire, je crois, c'est que l'accès à l'enseignement supérieur ne doit pas être fonction des moyens financiers du parent ou de quelqu'un d'autre et que l'admission à l'université ne doit pas être limitée aux gens qui ont de l'argent. C'est un principe extrêmement important, monsieur le Président, et qui, étant donné les

réductions envisagées, va le devenir encore plus, à mon avis. En effet, nous risquons de voir certains étudiants ne pas être admis à l'université non pas parce qu'ils ne remplissent pas les critères d'admission, mais parce qu'ils n'ont pas les fonds nécessaires. Les restrictions financières ne doivent pas provoquer un rationnement des étudiants.

Si les universités sont soumises à de telles pressions à l'heure actuelle, c'est surtout parce qu'un grand nombre de jeunes sont sans emploi. J'ai rencontré des étudiants universitaires qui ont quitté l'école secondaire, trouvé un emploi, mais qui l'ont perdu par la suite. D'une certaine façon, c'est pour eux une expérience positive qui leur prouve que l'enseignement supérieur leur ouvrira d'autres portes à l'avenir. Ce n'est pas une mauvaise chose qu'ils ne puissent trouver d'emploi à ce moment-ci. En effet, ils ont ainsi la chance de se réorienter et de retourner à l'université pour se perfectionner.

• (1710)

Toutefois, le gouvernement doit se rendre à l'évidence que le chômage fait des ravages. Il n'y a pas de limite de 6 et de 5 p. 100, pas de limite du tout, quand il s'agit du chômage. Les limites de 6 et de 5 p. 100 s'appliquent aux salaires des fonctionnaires et aux subventions aux universités, mais n'affectent aucunement le chômage. Le nombre de sans-emploi semble augmenter sans cesse.

Un point intéressant dont nous devons tenir compte selon moi, lorsque nous débattons cette question, c'est que l'enseignement postsecondaire, dans des pays où l'on ne s'attendrait pas qu'il revête autant d'importance, a de grandes répercussions sur l'économie mondiale. En d'autres termes, le nombre d'étudiants d'université dans certains pays a augmenté rapidement. Cela ne vaut pas dire toutefois qu'il y en a autant qu'au Canada.

Mais le taux d'accroissement du nombre d'étudiants dans les écoles secondaires et les institutions postsecondaires en Corée et en Chine, entre autres, est plus élevé qu'au Canada. J'ai pu m'en rendre compte personnellement il y a plusieurs années lors d'un voyage en Chine en compagnie du secrétaire d'État aux Affaires extérieures de l'époque. La Chine était aux prises avec un grave problème à la suite de la révolution culturelle, qui avait effacé dix ans de vie universitaire. Elle cherche maintenant des professeurs. Le taux d'accroissement de la proportion d'étudiants d'université est plus élevé en Allemagne de l'Ouest, en Suède, au Japon, aux États-Unis qu'au Canada. Ces pays, si on examine leur situation, sont ceux où l'expansion et la croissance économiques sont beaucoup plus rapides que dans notre pays. Selon moi, il y aurait donc un lien entre la proportion de gens hautement qualifiés, qui ont reçu une formation très poussée, et le taux de croissance économique réel. A moins de prendre ce critère très au sérieux au moment de décider de l'octroi des subventions, nous allons desservir nos intérêts.

Pourquoi réduire les fonds alloués aux universités dans l'espoir d'améliorer ainsi notre situation économique, alors que les pays dont l'économie redémarre sont justement ceux qui envoient plus de jeunes étudier dans les universités et les centres de formation secondaire, afin d'assurer la relève qui leur permettra de prendre la tête dans la course économique mondiale?